



Conseil des droits de l'homme

Résolution 6/36. Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones

Le Conseil des droits de l'homme,

Ayant à l'esprit le paragraphe 6 de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale en date du 15 mars 2006 et le paragraphe 84 de l'annexe de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007,

Rappelant qu'à sa soixante et unième session l'Assemblée générale, dans sa résolution 61/295 du 13 septembre 2007, a adopté la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones,

Ayant à l'esprit la résolution 6/16 du Conseil des droits de l'homme en date du 28 septembre 2007,

Rappelant que le Conseil des droits de l'homme devrait avoir connaissance des travaux sur les questions autochtones entrepris par d'autres organismes des Nations Unies,

1. *Décide*, aux fins d'aider le Conseil des droits de l'homme dans l'exercice de son mandat, de mettre en place un mécanisme d'experts subsidiaire qui doterait le Conseil d'une compétence thématique en matière de droits des peuples autochtones de la manière et dans la forme voulues par le Conseil:

a) Cette compétence thématique sera essentiellement axée sur le conseil fondé sur des études et des travaux de recherche;

b) Le mécanisme pourra présenter des propositions au Conseil pour examen et approbation, dans le cadre de ses travaux fixé par le Conseil;

2. *Décide également* que ce mécanisme fera tous les ans rapport au Conseil sur ses travaux;

3. *Décide en outre* que le mécanisme d'experts sera composé de cinq experts indépendants qui seront sélectionnés conformément à la procédure que le Conseil a établie dans les paragraphes 39 à 53 de l'annexe de sa résolution 5/1 en date du 18 juin 2007;

4. *Recommande vivement* que, dans le processus de sélection et de nomination, le Conseil tienne dûment compte des candidatures de personnes d'origine autochtone;

5. *Décide*, afin que le mécanisme d'experts renforce la coopération et évite les doubles emplois avec l'activité du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones et celle de l'Instance permanente sur les questions autochtones, que le mécanisme d'experts invitera le Rapporteur spécial et un membre de l'Instance permanente à assister et à participer à sa réunion annuelle;

6. *Décide en outre* que les membres du mécanisme d'experts exerceront leurs fonctions pendant une période de trois ans qui peut être renouvelée une fois;

7. *Décide aussi* que, dans le cadre de son mandat, le mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones devrait fixer ses propres méthodes de travail même s'il n'adoptera pas de résolutions ni de décisions;

8. *Décide* que le mécanisme d'experts se réunira une fois par an, pendant trois jours la première année et cinq jours au plus par la suite, et que ses sessions seront composées de séances publiques et privées;

9. *Décide en outre* que la réunion annuelle du mécanisme d'experts sera ouverte à la participation, en qualité d'observateurs, des États, des mécanismes, organismes et institutions spécialisés, fonds et programmes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organisations et mécanismes régionaux dans le domaine des droits de l'homme, des institutions nationales des droits de l'homme et autres organismes nationaux pertinents, des universitaires et des experts des questions autochtones, des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social; la réunion sera également ouverte aux organisations des peuples autochtones et aux organisations non gouvernementales dont les buts et objectifs sont conformes à l'esprit, aux buts et aux principes de la

Charte des Nations Unies, sur la base de certaines dispositions, notamment la résolution 1996/31 du Conseil économique et social en date du 25 juillet 1996, et des pratiques observées par la Commission des droits de l'homme, par le biais d'une procédure d'accréditation ouverte et transparente, conformément au Règlement intérieur du Conseil des droits de l'homme, qui veillera à fournir en temps utile des informations sur la participation et les consultations avec les États concernés;

10. *Prie* le Secrétaire général et la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de fournir au mécanisme d'experts toute l'assistance humaine, technique et financière nécessaire pour qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat.

*[Adoptée sans vote]
34^e séance
14 décembre 2007*
